



Gestion du risque dans les cadres réglementaires¹

Le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation:

Reconnaissant que l'atténuation du risque qui peut avoir une incidence sur la société et freiner le développement économique est un objectif qui occupe une place importante dans l'élaboration des politiques,

Soulignant que des outils de gestion du risque sont indispensables pour améliorer la convergence réglementaire à l'échelle internationale et régionale

Mettant l'accent sur le rôle de la gestion du risque dans la réalisation des objectifs du développement durable,

Insistant sur le fait que des outils de gestion du risque soient donc indispensables pour améliorer l'efficacité des mesures réglementaires et des cadres de réglementation.

Reconnaissant que les autorités chargées de la réglementation, les organismes de normalisation, d'évaluation de la conformité et d'accréditation, ainsi que les autorités de surveillance des marchés, les agents économiques, les consommateurs et d'autres parties prenantes au processus de réglementation sont nécessaires pour promouvoir une application cohérente, uniforme, efficace, effective et systématique de la gestion du risque dans les cadres réglementaires,

Tenant compte des normes internationales relatives à la gestion du risque, telles que les normes ISO 31000:2009, ISO 9001:2008, ISO/IEC 17000:2004 et d'autres normes, y compris les normes sectorielles, comme ISO/IEC 27001:2005;

Soulignant que, dans de nombreux cas, la réglementation n'est pas nécessairement le meilleur moyen de prévenir les risques, et qu'une réglementation ne peut pas avoir pour résultat d'assurer une sécurité absolue, car il est à la fois impossible et indésirable, d'instaurer un monde sans risques,

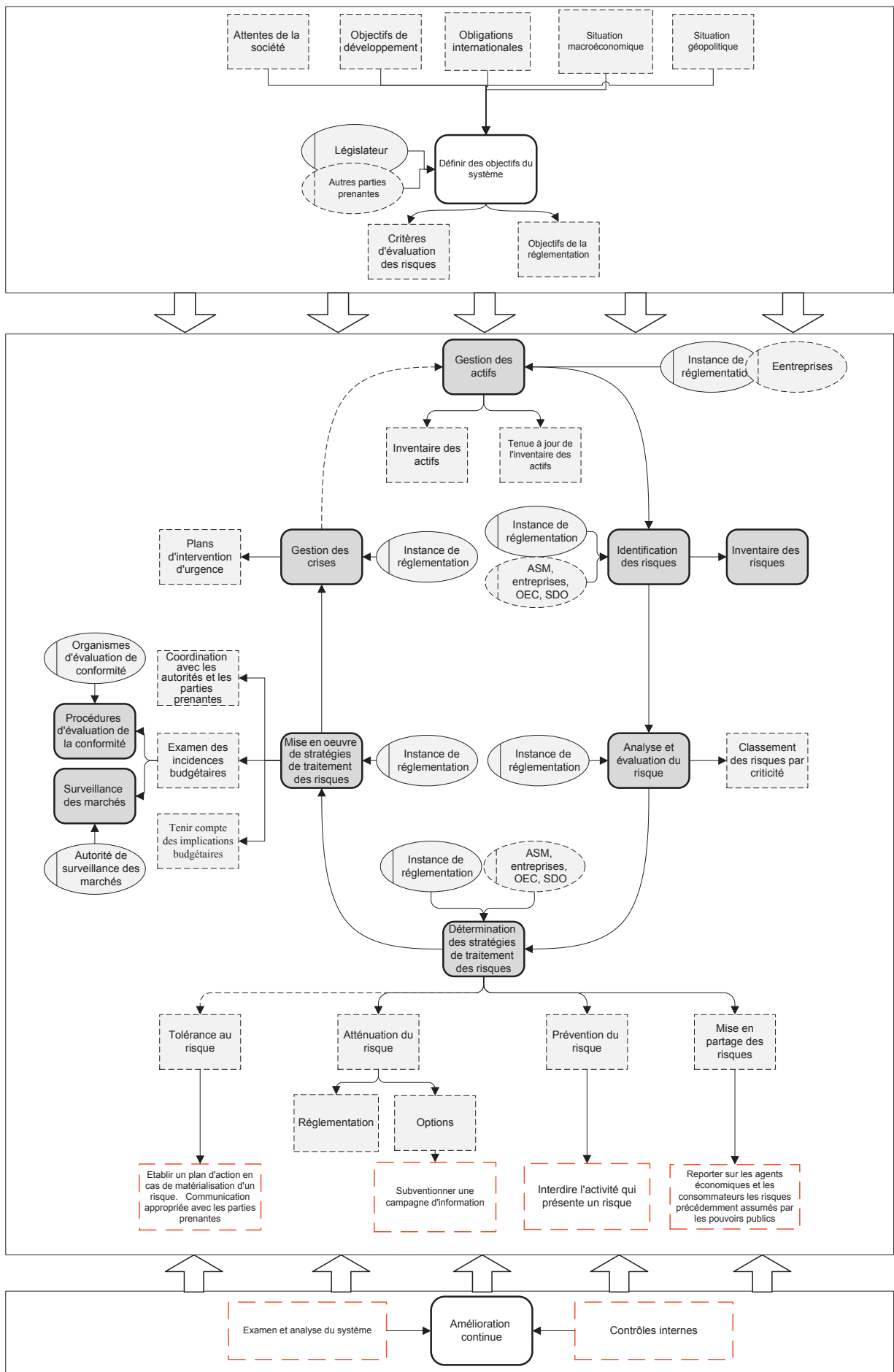
Mettant l'accent sur le fait que la gestion du risque dans les cadres réglementaires:

- a) Rend le processus de réglementation plus transparent;
- b) Représente une approche plus dynamique des règlements et de la réforme de la réglementation;
- c) Forme la base des échanges réciproques entre les parties prenantes et constitue un outil qui associe plus étroitement les parties prenantes au processus de réglementation;
- d) Permet de comprendre plus aisément les fonctions du système;
- e) Améliore la coopération et l'harmonisation en matière de réglementation aux niveaux régional et international;
- f) Est indispensable pour accroître l'efficacité et la résilience du cadre réglementaire;

¹ Recommandation adoptée en 2011.

Formule les recommandations suivantes:

- R.1** Les autorités chargées de la réglementation et d'autres les parties prenantes au processus de réglementation doivent utiliser le concept du «risque» pour évaluer jusqu'à quel point les réglementations sont en position d'équilibre entre deux extrêmes:
- a) Des règlements excessifs ou une surréglementation, c'est-à-dire des règlements trop stricts au regard du risque auquel ils sont censés remédier;
 - b) Des règlements insuffisants qui ne remédient pas aux risques et pèsent inutilement ou démesurément sur les citoyens et les agents économiques pouvant être exposés à des menaces.
- R.2** Toutes les fonctions du processus de gestion du risque, telles qu'elles sont présentées dans le texte de la présente recommandation, doivent être décrites de façon uniforme dans les législations qui définissent le cadre réglementaire dans son ensemble ou en rapport avec un secteur particulier. Les législations doivent préciser la répartition des responsabilités liées aux fonctions de gestion du risque décrites dans le modèle.
- R.3** Compte tenu du niveau de tolérance au risque des différentes les parties prenantes au processus de réglementation, les autorités chargées de la réglementation doivent établir, mettre en œuvre et maintenir un processus pour déterminer; analyser; examiner et contrôler le niveau de risque acceptable dans un cadre réglementaire.
- a) Déterminer;
 - b) Analyser;
 - c) Examiner et contrôler le niveau de risque acceptable dans un système de réglementation.
- R.4** Les parties prenantes au processus de réglementation, ainsi que les organisations internationales et les autres parties intéressées doivent appliquer les critères ci-après lorsqu'elles évaluent les cadres réglementaires:
- a) Les risques sont identifiés en temps utile, et l'identification recense autant de risques que possible sans oublier de rares incidents impliquant un risque et des risques émergents et tient compte des rapports qui existent entre eux;
 - b) Tenant compte du fait que les parties prenantes peuvent percevoir la notion de risque différemment, les risques sont bien analysés et évalués et le rang de priorité le plus élevé est attribué aux risques les plus critiques;
 - c) Le choix se porte sur un traitement équilibré des risques;
 - d) Le traitement des risques est appliqué de manière efficace;
 - e) Les stratégies de traitement des risques sont contrôlées en permanence et de manière efficace par le biais des activités de réglementation;
 - f) Des plans d'intervention d'urgence sont élaborés, expérimentés et tenus à jour; des ressources sont mises à disposition en vue de leur exécution.
- R.5** Le cas échéant, les autorités chargées de la réglementation s'acquittent des fonctions ci-après dans les cadres réglementaires présentées dans les explications données plus loin:
- a) Définition des objectifs de la réglementation;
 - b) Gestion des actifs (dispositions relatives à la traçabilité des produits) : identifier et gérer les actifs à protéger;
 - c) Identification des risques auxquels ces actifs sont exposés;
 - d) Analyse et évaluation des risques les plus importants;
 - e) Choix des stratégies de traitement des risques;
 - f) Application de stratégies de traitement des risques;
 - g) Gestion des crises (y compris l'élaboration d'un plan pour gérer les risques liés à un dérèglement);
 - h) Contrôle, examen et amélioration du processus de gestion des risques.



IV. Explications

R.5.1 Définition des objectifs de la réglementation

Le système est établi en fonction des objectifs réglementaires fixés par l'instance de réglementation. Des objectifs réglementaires et sociétaux dépendent les critères d'évaluation des risques. La sécurité absolue n'est pas considérée comme un objectif de la réglementation. Les risques tolérables sont déterminés d'après des critères appropriés et la tolérance aux risques est une méthode utilisée pour parvenir à une réglementation équilibrée. Les objectifs réglementaires sont définis en concertation avec toutes les parties prenantes concernées.

R.5.2 Établissement d'un inventaire des actifs

Un processus de communication et de concertation avec les parties prenantes est engagé afin de recenser les actifs pertinents, c'est-à-dire des objets ou qualités qui ont une valeur et que le système a pour but de protéger.

R.5.3 Identification des risques

Les risques sont identifiés pour chaque actif, en commençant par les plus importants. Les instances de réglementation coopèrent véritablement avec d'autres parties prenantes pour identifier les risques, ce qui accroît la résilience du système en réduisant les probabilités de ne pas remarquer certains risques. Toutes les parties prenantes peuvent participer à l'identification des risques, pour les raisons suivantes:

- a) Non seulement les règlements mais également les normes volontaires aident les entreprises et la société à parer aux risques. Les organismes de normalisation peuvent apporter une contribution importante pour l'identification des risques;
- b) Pour les autorités de surveillance des marchés, une bonne identification des risques que peuvent présenter les produits mis sur le marché est une condition préalable pour élaborer des mesures appropriées en temps voulu et garantir la sécurité du marché;
- c) Les procédures d'évaluation de la conformité servent à atténuer les risques en réduisant le risque de mettre sur le marché des produits dangereux. Les organismes d'évaluation de la conformité décèlent les risques que les instances de réglementation peuvent ne pas être en mesure d'identifier;
- d) Les entreprises peuvent également informer les instances de réglementation des risques qui, à leur avis, nécessitent une intervention sur le plan réglementaire.

R.5.4 Analyses et évaluation des risques

Quelle que soit la source qui informe l'instance de réglementation ou une autre partie prenante de l'existence d'un risque, il faut ensuite procéder à des analyses et une évaluation du risque, lequel sera classé en fonction de sa gravité. De la sorte, les risques importants sont pris en compte en temps utile.

R.5.5 Détermination d'une stratégie de traitement des risques

À la lumière des résultats de l'évaluation du risque, et agissant en concertation avec les parties prenantes au système, l'instance de réglementation opte pour une stratégie appropriée de gestion du risque. Elle peut:

- a) Tolérer un risque: c'est-à-dire décider qu'elle ne veut pas ou ne peut pas prendre de mesures pour réduire la probabilité et l'impact prévu d'un risque. Si un risque est toléré, il importe alors qu'il soit communiqué de manière appropriée aux parties intéressées et devienne un élément à inclure dans la fonction de planification des interventions d'urgence;
- b) Éviter le risque en interdisant les activités ou processus où il a été décelé;
- c) Partager avec les acteurs économiques ou sociaux (familles, entreprises) la responsabilité de la gestion du risque, y compris leur imputer la responsabilité du risque s'il se matérialise;
- d) Atténuer le risque: c'est-à-dire mettre au point une parade sous la forme ou non d'un règlement pour réduire la probabilité et l'impact prévu d'un risque:
 - i) Une mesure réglementaire implique non seulement d'élaborer un nouveau règlement ou de modifier un règlement en vigueur, mais également de choisir des procédures d'évaluation de la conformité et mesures de surveillance des marchés appropriées;
 - ii) Une mesure autre que réglementaire, en revanche, consiste, par exemple, en campagnes d'éducation ou d'information, et en subventions ou mesures d'incitation en faveur des activités des agents économiques.

R.5.6 Mise en œuvre du traitement des risques

La mise en œuvre d'un traitement pour la gestion des risques dans le cadre d'un système de réglementation, quelle que soit la stratégie arrêtée, doit s'accompagner d'un contrôle du respect des dispositions, avec une évaluation de leur incidence sur d'autres processus réglementaires ainsi que sur d'autres parties prenantes et domaines d'activité. Il faut pour cela:

- a) Réaliser une synthèse entre les mesures réglementaires et autres et les processus existants;
- b) Procéder à une étude d'impact de la réglementation;
- c) Mettre en place des mécanismes de coordination parmi les autorités compétentes et les parties prenantes;
- d) Donner des orientations et établir un budget approprié pour les institutions chargées des contrôles (organismes d'évaluation de la conformité et/ou autorités de surveillance des marchés);
- e) Déterminer des sanctions en cas de non-respect des dispositions.

R.5.7 Gestion des crises

Étant donné que des risques sont inévitables et que certains sont pratiquement impossibles à prévoir, l'instance de réglementation doit établir un plan: si les dommages associés au risque se concrétisent, qu'y a-t-il à faire, par qui et comment. Il est largement reconnu qu'il est nécessaire d'élaborer des plans d'intervention d'urgence; toutefois, ces plans ne seront efficaces que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un système, dans lequel la planification des interventions d'urgence est un volet de la gestion des risques.

R.5.8 Contrôle et examen du système

Les instances de réglementation ou autres parties intéressées procèdent également à des opérations indispensables pour améliorer en permanence le système de réglementation dans son ensemble. Elles peuvent par exemple réaliser périodiquement des contrôles internes, ou analyser et réexaminer les opérations effectuées et méthodes appliquées dans l'ensemble du système, et cela dans le but d'accroître l'efficacité des liaisons entre les opérations et de parvenir à une interprétation identique de la politique régissant le système de réglementation parmi toutes les parties prenantes.

V. Principes généraux de mise en œuvre

Le Groupe de travail considère que:

- R.6** Le modèle de référence exposé dans le présent document donne un aperçu de l'utilisation qui pourrait être faite du processus de gestion du risque pour élaborer des systèmes de réglementation. Il pourrait servir de modèle conceptuel pour entreprendre un ensemble de projets visant de façon générale à développer encore plus avant l'application de gestion des risques dans l'ensemble des systèmes de réglementation.
- R.7** La recommandation décrit le modèle qui pourrait être appliqué dans trois ensembles interdépendants d'activités:
 - a) L'élaboration de recommandations sur l'utilisation d'outils de gestion des risques dans les activités de chaque partie prenante au processus de réglementation;
 - b) L'élaboration de recommandations spécifiques pour chacune des fonctions du processus de gestion des risques;
 - c) L'élaboration d'une méthode globale pour gérer les risques dans le cadre d'un système de réglementation.
- R.8** La mise en œuvre de cette recommandation par les États membres constitue une étape importante dans la promotion de la convergence réglementaire. Par exemple, la recommandation peut être utilisée pour structurer la coopération réglementaire internationale, comme approche intersectorielle aussi bien que dans des secteurs spécifiques. L'application cohérente d'outils de gestion des risques dans la réglementation peut également permettre aux organismes normateurs d'utiliser le niveau de risque cible comme l'un des outils pour prouver l'équivalence des règlements techniques.
- R.9** Les autorités chargées de la réglementation participent aux efforts de coopération régionale et internationale et appliquent les meilleures pratiques internationales dans le domaine de la gestion des crises.
- R.9** Les donateurs examinent en priorité les activités de renforcement des capacités en matière de planification de la gestion des crises et des interventions d'urgence, notamment en vue de former des responsables des règlements techniques, de l'évaluation de la conformité et de la surveillance des marchés.